

Ces Vikings, autrefois si vertueux

C'était LE modèle pour tout social-démocrate bon teint et, au-delà, jusqu'à certains élus de la droite modérée. Au milieu des années 2000, le voyage en Suède s'imposait, afin de mieux appréhender les vertus de ce mélange quasi miraculeux de croissance forte, flexisécurité, et de gestion rigoureuse des comptes publics. Nulle question d'excès dans ces démocraties si bien régulées, où l'on n'a pas attendu François Hollande pour mettre des hommes « normaux » au pouvoir.

L'économie y était par nature saine, fondée sur la croissance par l'innovation et la high-tech, source d'exportations. Et cette Suède avait réduit à quelques centaines son nombre de fonctionnaires dans les ministères — les agents du public étant concentrés dans de très modernes agences. En 2008, la dernière fois que l'OCDE s'est penchée sur le cas suédois, c'était pour louer les excellents résultats obtenus grâce à de profondes réformes structurelles (concurrence accrue, baisse du chômage...).

Las ! Le tableau s'est, au fil des

ans, bien terni. Subissant en 2009 une récession à la mesure de son ouverture aux vents de la mondialisation (- 5 %), la Suède s'est redressée en 2010. Mais depuis, ses performances décroissent. Tout comme celles de la Norvège ou du Danemark, dont la croissance en 2011 ne devrait pas dépasser le niveau français — un peu en dessous de 2 %. Pas de quoi pavoiser.

Surtout, il apparaît que la vertu économique de nos amis nordiques ne correspond pas tout à fait à l'image que nous nous en faisons. Dans une étude récente, l'agence de notation Standard and Poor's souligne la montée

L'endettement global des ménages a grimpé à 160 % de leur revenu disponible en Suède, 190 % en Norvège, et même 200 % au Danemark.

inquiétante de l'endettement des ménages danois, finlandais, norvégiens et suédois. Elle a pour origine l'envolée des prix de l'immobilier. En Suède, ils ont été

de leur revenu disponible en Suède, 190 % en Norvège, et même 200 % au Danemark. De quoi mettre en péril le secteur bancaire ? Il est aujourd'hui des plus so-

En cas de forte hausse des taux d'intérêt, la situation pourrait ainsi se détériorer rapidement : la plupart du temps, les ménages sont endettés à taux variable. Ceux-ci seraient très vite étranglés par leurs échéances de crédits, auxquelles ils ne pourraient faire face.

Le monde d'après



Par
Ivan Best
Editorialiste

multipliés par 2,4 depuis 1995 ; dans les autres pays du Nord, la hausse a été à peine moindre, alors même qu'aucune tension n'aurait dû naître sur ces marchés, puisque le stock de logements a suivi peu ou prou l'évolution de la population.

Ce sont les taux d'intérêt très bas qui ont poussé à la demande de logements, de la part de ménages qui n'auraient pas eu accès, auparavant, à la propriété. Résultat, l'endettement global des ménages a grimpé à 160 %

lides, et ne risque rien si la croissance continue. Rien à voir avec l'Irlande. Mais, prévient Standard and Poor's, en cas de nouvelle récession, la situation pourrait se détériorer rapidement.

D'autant que, souligne l'agence, la proverbiale générosité du système social nordique tiendra bientôt du mythe : les mailles du filet de sécurité se sont largement distendues, les allocations chômage ont été revues à la baisse. Et la distribution des revenus n'est plus aussi égalitaire qu'au début des années 1990.

Du coup, le système bancaire, confronté à des défauts de paiement, s'en trouverait rapidement fragilisé. Dans le bilan de banques telles que Nykredit-Realkredit (Danemark), OP Pohjola Group (Finlande) ou Swedbank AB (Suède), les crédits aux ménages représentent plus de 50 % des prêts...

Confrontées à de telles difficultés, les banques couperaient le robinet du crédit. D'où un approfondissement de la récession et l'enclenchement d'un véritable cercle vicieux — chômage accru, donc défauts de paiement, d'où difficultés bancaires supplémentaires... Le pire n'est jamais sûr. Mais l'expérience nordique montre que, en économie, les miracles, les exemples inoxydables n'ont jamais cours que dans la tête de certains parlementaires.

La France doit investir dans le « cloud computing »

Le « cloud computing » — vague émergente et irréversible dans la distribution de « solutions et de services informatiques prêts à l'usage » — s'appuie sur les logiciels libres et les standards ouverts. Il se matérialise par l'interconnexion de centrales de production d'énergie informatique qui alimenteront tant l'administration que le privé et ses PME. Il est donc important pour nos grands groupes, notre administration et nos sociétés de services de maîtriser et d'intégrer cette vague de fond dans l'évolution de leur propre système d'information. Début février, le gouvernement américain a ainsi dévoilé une feuille de route très claire.

Pour réduire les coûts de son système d'information, son directeur invite l'ensemble des acteurs de l'industrie à développer des systèmes ouverts et interopérables afin de « banaliser leurs services ». C'est une remise en cause du modèle de l'industrie du logiciel. Son budget de 60 milliards d'euros par an sera suffisant pour que leurs nouvelles offres soient conformes à sa volonté de « gérer les services rendus plutôt que les assets », espérant voir sortir ses administrations des situations de monopole imposées par les acteurs en place.

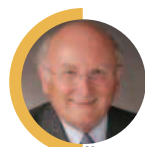
Le gouvernement anglais a, lui aussi, confirmé un plan drastique de diminution de sa dépense informatique évaluée à 20 milliards d'euros par an en restructurant l'ensemble de ses services. En encourageant l'usage de logiciels libres et la conformité aux standards ouverts, il veut réduire ses coûts de licence, éliminer la dépendance à certains fournisseurs et améliorer l'intégration et l'interopérabilité de ses systèmes. La fin des projets pharaoniques est annoncée, remplacés par une suite de composants de système plus petits et plus « manageables ». La réduction des dépenses est de 4,3 milliards d'euros par an. Tout comme aux États-Unis, cette vision remet en cause le

business model de l'industrie du logiciel, injectant ainsi dans l'industrie locale des sociétés de services le montant des contrats de licence et de leur maintenance exorbitante.

Ces deux programmes anglo-saxons formalisent une gouvernance forte, affichent une vision claire et décrivent un « comment faire » qui responsabilise la structure centrale de pilotage en donnant plus d'autonomie aux administrations pour développer des applications qui s'intégreront et interopéreront plus facilement entre elles. La nécessité de réduire leurs dépenses est une opportunité pour ces gouvernements qui se servent des mutations technologiques en cours comme levier pour refondre leur système d'information afin d'en réduire le coût.

Le 23 février, le gouvernement français annonce la création de la Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication. Cette annonce va dans le bon sens. Mais cette structure ne connaît pas le budget informatique de l'État et n'a pas pour objectif de le consolider, bien qu'il soit le premier budget informatique de France ! Nous pouvons évaluer à 15 milliards d'euros par an cette dépense de l'État. Il pourrait la réduire d'au moins 3,5 milliards d'euros par an. Et c'est un minimum !

Perspectives



Par
BERNARD MOLLAND
Expert en gouvernance
opérationnelle du système
d'information



La France ne peut pas se dégager de l'obligation de conserver la maîtrise de l'outil de gestion de son avenir.

Consolidons les dépenses informatiques de l'ensemble de nos administrations et mettons en place cette gouvernance opérationnelle tant attendue pour maîtriser l'avenir de notre système d'information et pour gérer les investissements qui permettront d'aller chercher cette réduction des dépenses. Le potentiel des applications transférables sur ces plates-formes de services tant au niveau des administrations territoriales que de l'État justifie qu'un tel projet soit retenu parmi les investissements stratégiques en cours d'étude. La France ne peut pas se dégager de l'obligation de conserver la maîtrise de l'outil de gestion de son avenir. Elle doit donc refondre de façon pragmatique les systèmes d'information de ses administrations plutôt que d'oser imaginer, comme certains le pensent, d'en « remettre les clés » à une société de services qui pourrait prétendre en prendre la responsabilité pour des gains immédiats...

Sachons saisir cette mutation de l'industrie informatique dans le cadre de nos investissements stratégiques.

Ce projet d'investissement, source d'économies, donnera plus d'autonomie à la France, réduira notre déficit commercial en donnant un avenir à nos entrepreneurs, tout en renforçant l'efficacité de notre administration et la compétitivité de nos entreprises. Ayons le courage et la volonté d'avoir une ambition pour la France dans le domaine du numérique et arrêtons d'écouter les lobbyistes des grands acteurs et leurs représentants. Sachons investir dans des projets qui défendent nos intérêts bien compris. La refonte du système d'information de l'État en sera le moteur, sa gouvernance la feuille de route, la maîtrise du nouveau business model de l'industrie du logiciel son oxygène et l'informatique sous forme de services son nouveau carburant.